

Édito :

Du RSA au *bullshit job*

C'est fait, nous avons notre nouveau Président. Tenue à un devoir de réserve, je me garderai de vous exprimer ma position.

Toutefois, l'adhésion n'empêchant pas la critique, je me propose de vous exprimer mon regard sur l'une de ses mesures phares de son programme : **la réforme du RSA**. E. Macron propose de rendre obligatoire et automatique son accès aux personnes éligibles pour mettre fin au taux de non-recours des populations qui devraient en bénéficier. Belle mesure me direz-vous que la création de ce « droit effectif au RSA » mais c'est sans compter la contrepartie exigée : celle d'avoir une activité de 15/20h par semaine, une « obligation effective du RSA ».

Si ce mécanisme a l'apparence du « contrat social » cher à Rousseau lorsqu'il déclarait dans *Émile* : « *Celui qui mange dans l'oisiveté ce qu'il n'a pas gagné lui-même, le vole ; et un rentier que l'État paye pour ne rien faire, ne diffère guère, à mes yeux, d'un brigand qui vit aux dépens des passants.* », mais pas il n'est pas certain que le dispositif soit pertinent et efficient.

Déjà sur le plan conceptuel, Jean-Jacques Rousseau tenait ces propos à une époque où la société était agricole et manuelle ; aujourd'hui nous sommes passés à une société de service et intellectuelle, comparaison n'est donc pas raison. Ensuite, parce que contrairement à la vision d'Emmanuel Macron, Rousseau voyait dans l'assistanat non pas les salariés défavorisés mais plutôt les riches qui profitaient du système sur le dos des travailleurs.

Aujourd'hui, conditionner la perception du RSA à l'exercice d'une activité peut paraître légitime sur le papier, voire séduisante. Comme le dit E. Macron, l'objectif étant de leur assurer une « meilleure insertion sur le marché du travail ».

Toutefois, leurs seront proposées des activités du type : actions de formation, stages en immersion, activités d'intérêt général ou jobs d'insertion, ... bref des *erzats* d'emplois qui n'en sont pas vraiment.

Si la France est connue pour son millefeuille administratif, elle le devient aussi pour son millefeuille « d'emplois aidés », métiers subventionnés dont les études révèlent leur incapacité à permettre aux travailleurs défavorisés d'accéder à des emplois pérennes une fois les aides finies.

Une sorte de porte ouverte aux « *bullshits jobs* » tels qu'identifiés par D. Greaber, qui signifie littéralement « jobs de merde ». Car de deux choses l'une :

- Soit ces emplois aidés répondent à des vrais besoins sur le marché du travail et dans ce cas, ce sont des « vrais emplois » qui devraient être proposés aux allocataires du RSA sauf à vouloir les maintenir dans une condition de miséreux (on ne vit pas décemment avec 600€/mois !)
- Soit ces « activités » exigées n'ont aucun autre but que de stigmatiser des personnes vulnérables en faisant croire que s'ils sont là c'est parce que ce sont des feignants et qu'on va donc leur imposer de faire quelque chose, n'importe quoi, pourvu qu'ils ne passent pas la journée devant Netflix « à profiter du système » sans véritablement s'intéresser de savoir si la formation ou l'emploi proposé répond à une demande du marché du travail et donc à un emploi pérenne.

Parce qu'il est une chose qui est sûre c'est que si la demande existe, l'emploi n'a pas à être aidé. S'il est aidé, c'est qu'il est inutile (sa valeur étant négative pour la société) et dans ce cas, c'est faire une promesse d'insertion rapide à des gens défavorisés en sachant d'avance que « les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent » ...



Juridiquement Vôtre
Lorène DO CASAL
ldocasal.seci@outlook.fr